

ARTICLE 6 – TAXE D’AFFAIRES

Le Conseil municipal impose et prélèvera une taxe d'affaires sur toute personne inscrite au rôle de la valeur locative qui exerce, dans le territoire de la Municipalité, une activité économique ou administrative en matière de finance, de commerce, d'industrie ou de service, un métier, un art, une profession ou toute autre activité constituant un moyen de profit, de gain ou d'existence.

La taxe est imposée pour chaque place d'affaires où une telle personne exerce une telle activité.

La taxe est basée sur la valeur locative de la place d'affaires occupée à une fin visée au premier alinéa.

Une taxe d'affaires imposée en vertu du premier alinéa pour un exercice financier municipal donné demeure imposée pour les exercices financiers municipaux subséquents, jusqu'à ce qu'elle soit modifiée ou abolie.

Le taux de taxe d'affaires est fixé à 4% du rôle de la valeur locative en vigueur pour l'année d'imposition 2010.

ARTICLE 7 – TARIF AQUEDUC ET ÉGOUT AUX CITOYENS N'AYANT PAS ACQUITTE LEUR PART DU COÛT DES TRAVAUX RELIÉS AU MONTANT DÛ SUR LE 1^{ER} FINANCEMENT

Le Conseil municipal décrète qu'il impose et prélève pour l'année d'imposition 2010, un tarif sur les immeubles imposables, construits ou non, pour les secteurs de la Municipalité inclus dans les règlements d'emprunt numéros 98-1992 et 131-1993. Ce tarif est réparti suivant la superficie de ces immeubles, telle qu'elle apparaît au rôle.

Le tarif est imposé comme suit, à savoir :

Le 1 ^{er} 5,000 pi.ca.....	0.05502
La 2 ^e tranche comprise entre 5,000 et 10,000 pi.ca	0.03613
La 3 ^e tranche comprise entre 10,000 et 20,000 pi.ca.	0.01807
La 4 ^e tranche comprise Entre 20,000 et 30,000 pi.ca.....	0.01543
La 5 ^e tranche comprise entre 30,000 et 320,000 pi.ca.....	0.0042

ARTICLE 8 – TARIF AQUEDUC ET ÉGOUT AUX CITOYENS AYANT ACQUITTE LEUR PART DU COÛT DES TRAVAUX RELIÉS AU MONTANT DÛ SUR LE 1^{ER} FINANCEMENT.

Le Conseil municipal décrète qu'il impose et prélève pour l'année d'imposition 2010, un tarif sur les immeubles imposables, construits ou non, pour les secteurs de la Municipalité inclus dans les règlements d'emprunt numéros 98-1992 et 131-1993. Ce tarif est réparti suivant la superficie de ces immeubles, telle qu'elle apparaît au rôle.

Le tarif est imposé comme suit, à savoir :

Le 1 ^{er} 5,000 pi.ca.....	0.02673
La 2 ^e tranche comprise entre 5,000 et 10,000 pi. ca.....	0.01592
La 3 ^e tranche comprise entre 10,000 et 20,000 pi.ca.	0.01158
La 4 ^e tranche comprise entre 20,000 et 30,000 pi.ca.	0.0082
La 5 ^e tranche comprise entre 30,000 et 320,000 pi.ca.	0.00251

ARTICLE 9– TARIF RÉGIE

Le Conseil municipal décrète qu'il impose et prélève pour l'année d'imposition 2010, une taxe sur les immeubles imposables, construits ou non, pour l'ensemble de la Municipalité sur la valeur portée au rôle d'évaluation en vigueur une taxe intitulée « **taxes de Régie** » et fixée à **0.1690\$** du cent dollars d'évaluation (**0.1690/100\$** d'évaluation) pour l'année d'imposition 2010.

ARTICLE 10 – TAXE ASSAINISSEMENT

Le Conseil municipal décrète qu'il impose et prélève pour l'année d'imposition 2010, une taxe sur les immeubles imposables, construits ou non, pour les secteurs de la Municipalité inclus dans les règlements d'emprunt numéros 98-1992, 131-1993 et 305-2007 ainsi que pour tous les secteurs desservis par un réseau d'égout. Cette taxe est imposée sur la valeur portée au rôle d'évaluation en vigueur. Cette taxe intitulée « **taxe d'assainissement** » est fixée à **0.039\$** du cent dollars d'évaluation (**0.039/100\$** d'évaluation) pour l'année d'imposition 2010.

ARTICLE 11– TARIF RÈGLEMENT 307-2007 (garage municipal)

Le Conseil municipal décrète qu'il impose et prélève pour l'année d'imposition 2010, une taxe sur les immeubles imposables, construits ou non, pour l'ensemble de la Municipalité sur la valeur portée au rôle d'évaluation en vigueur une taxe intitulée « **taxes règlement 307-2007** » et fixée à **0.014\$** du cent dollars d'évaluation (**0.014/100\$** d'évaluation) pour l'année d'imposition 2010.

ARTICLE 12– COMPENSATION AQUEDUC ET ÉGOUT AUX CITOYENS DONT LES TERRAINS SONT SITUÉS À L'INTÉRIEUR DU BASSIN DE TAXATION DU RÈGLEMENT 305-2007

Le Conseil municipal décrète qu'il impose et prélève pour l'année d'imposition 2010, une compensation sur les immeubles imposables, construits ou non, pour les secteurs de la Municipalité inclus dans le règlement d'emprunt numéro 305-2007. Cette compensation est répartie comme suit :

Catégories d'immeubles	Nombre d'unités	Taux 2010
Superficie de moins de 12 000 pieds carrés :	1	765.00
Superficie entre 12 000 pieds carrés et 24 000 pieds carrés :	1.28	979.20
Superficie de plus de 24 000 pieds carrés :	1.56	1 193.40

ARTICLE 13 - TAXE D'EAU

Le Conseil municipal décrète qu'il impose et prélève pour l'année d'imposition 2010, une taxe sur les immeubles imposables construits pour les secteurs de la Municipalité inclus dans les règlements d'emprunts nos. 98-1992, 131-1993 et 305-2007 ainsi que pour tous les secteurs desservis par un réseau d'aqueduc.

Cette taxe est imposée comme suit, à savoir:

- **106.23\$** pour chaque unité administrative (résidentiel et commercial) desservie par le réseau d'aqueduc pour une consommation d'eau de 300 mètres³ annuellement. Pour tout supplément à 300 mètres³, le taux fixé sera de **0.33/m³**

ARTICLE 14– TAXE DIGUES & STATIONS DE POMPAGE

Le Conseil municipal décrète qu'il impose et prélève pour l'année d'imposition 2010, un tarif de **46.62\$/hectare** pour les terrains imposables inclus dans le règlement 199 de la M.R.C. du Haut-Richelieu dont copie desdits lots est citée en annexe.

ARTICLE 15 – TARIF FAUCHAGE

Qu'il soit imposé et prélevé pour l'année d'imposition 2010 de chaque propriétaire d'un terrain, d'un lot vacant ou en partie construit adjacent à un terrain déjà construit ou une rue publique situé sur le territoire de la municipalité, un tarif de compensation pour la coupe d'herbes sur les terrains non fauchés au 1^{er} juillet 2010 tel qu'établi ci-après :

25\$ pour un terrain de moins de 5000 pi.ca

50\$ pour un terrain de 5000 à 10 000 pi.ca.

25\$ pour chaque 5 000 pi. ca. de terrain additionnel

ARTICLE 16- TAUX D'INTÉRÊT

A compter du moment où les taxes deviennent exigibles, les soldes impayés portent intérêts au taux annuel de **sept pourcent (7%)**.

Ce taux s'applique également à toutes les créances impayées avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

ARTICLE 17 – PÉNALITÉ SUR LES TAXES IMPAYÉES

En plus des intérêts prévus à l'article 16, une pénalité de **0,5%** du principal impayé par mois, jusqu'à concurrence de **5%** l'an est ajouté sur le montant des taxes exigibles.

ARTICLE 18 - NOMBRE DE VERSEMENTS

Le Conseil décrète, sous réserve de l'article 252 de la loi sur la fiscalité municipale, que tout débiteur pourra payer en trois versements ses taxes municipales et taxes de valeurs locatives **si le compte excède 300\$ par année**.

La date ultime où peut être fait le premier versement des taxes municipales est le trentième (30^e) jour qui suit l'expédition du compte de taxes et tout versement postérieur au premier doit être fait respectivement le soixantième (60^e) jour où peut être fait le versement précédent.

ARTICLE 19 – DATES DES VERSEMENTS

Les dates de paiement sont fixées **au 11 mars 2010, 10 juin 2010 et 9 septembre 2010**.

La date de paiement pour le compte de valeur locative est fixée au **11 mars 2010, 10 juin 2010 et 9 septembre 2010**.

ARTICLE 20 – PAIEMENT EXIGIBLE

Lorsqu'un versement n'est pas fait dans le délai prévu, seul le montant du versement échu est alors exigible immédiatement.

ARTICLE 21 – AUTRES PRESCRIPTIONS

Les prescriptions des articles 18 et 20 s'appliquent également à toutes les taxes ou compensations municipales perçues par la municipalité, ainsi qu'aux suppléments de taxes municipales découlant d'une modification du rôle d'évaluation.

ARTICLE 22 – ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

FAIT ET ADOPTÉ à Venise-en-Québec ce 26 janvier 2010.

Claude Maillé, Maire-Suppléant

Diane Bégin, Secrétaire-trésorière

CERTIFICAT DE PUBLICATION

RÈGLEMENT NO. 346-2010

Je, soussignée, secrétaire-trésorière, certifie sous mon serment d'office que j'ai publié l'avis ci-annexé en en affichant deux (2) copies aux endroits désignés par le Conseil dès le 28 janvier 2010

EN FOI DE QUOI je donne ce certificat ce 28 janvier 2010

Diane Bégin, Secrétaire-trésorière